



Déclaration préalable de la FSU CSAD du 15 mars 2024

Madame la Directrice Académique,

Après son météorique passage rue de Grenelle, le nouveau Premier Ministre a assuré qu'il emportait l'Éducation Nationale avec lui, à Matignon.

À première vue, c'est surtout le budget qu'il a emporté avec lui tant, et ce CSAD l'illustre à l'échelle sarthoise, les moyens d'enseignement et d'éducation connaissent une chute spectaculaire. Dans notre département, ce sont 32 suppressions de postes que vous nous demandez d'acter, suppressions loin d'être compensées par 15 créations : au total, la Sarthe devra déplorer la perte sèche de 17 postes d'enseignants du second degré à la rentrée prochaine ! Nous constatons d'ailleurs que ce total est supérieur à celui annoncé lors du précédent CSAD. L'argument démographique invariablement avancé pour justifier cette saignée n'a aucune valeur à nos yeux puisque reposant sur une logique purement comptable qui se moque éperdument de l'intérêt des élèves.

Et la Sarthe n'est pas un cas isolé : c'est partout en France que les moyens diminuent, fragilisant encore un peu plus une École malade. Le doute sur les intentions de ce pouvoir n'existe plus pour nous. Comment considérer qu'il pourrait s'agir d'incompréhension ou de maladresse de sa part quand la politique qu'il mène depuis 7 ans conduit visiblement à l'effondrement du service public d'éducation, qui est aujourd'hui à la croisée des chemins : le point de bascule n'est plus très loin et les personnels oscillent entre colère, parfois sourde, abattement et découragement ? L'explosion du nombre de démissions et l'effondrement du nombre de candidats aux concours de recrutement constituent, à cet égard, des signaux d'alarme qui devraient convaincre les hiérarques de l'Éducation Nationale qu'il est temps de changer de politique. Le maintien de cette politique manifeste une déloyauté vis à vis de l'institution qui devrait fédérer contre elle, de façon la plus explicite possible, toutes celles et ceux qui ici ont à cœur (et nous ne doutons pas de vos intentions) non seulement la qualité, mais même simplement l'existence de l'école publique.

Et ce n'est sûrement pas l'entêtement de Gabriel Attal à imposer son « choc des savoirs » et les groupes de niveau qui vont apaiser les choses. Nous voici devant l'exemple parfait d'une mesure quasi-unanimement rejetée par l'ensemble de la profession qui y voit, à juste titre, une violence éthique insupportable, un dévoiement inadmissible de nos métiers et un risque de désorganisation profonde des établissements. Cette opposition est renforcée par celle des personnels de direction qui l'ont fait savoir, chose rare, devant les grilles du rectorat de Nantes et par les résultats de la recherche pédagogique. Face à cette opposition exceptionnelle, la seule réponse du gouvernement est, comme d'habitude, de passer en force. Le mépris continue.

C'est pour protester contre ce mépris, cette violence symbolique et cette maltraitance institutionnelle que la FSU appelle les collègues à se mobiliser le plus massivement possible ce mardi 19 mars. Dans la rue, dans les instances, dans les établissements, aux côtés des collègues, avec le souci constant de les défendre, les syndicats de la FSU continueront à lutter pour une École réellement démocratique et émancipatrice.